



## *Communiqué de presse*

### **Non au plan du profit**

### **La FEETS FO ne s'inscrit pas dans la « résilience »**

Suite à l'adoption par le parlement de la loi autorisant le gouvernement à agir par ordonnances, le gouvernement a fait connaître hier les premières.

Le Secrétariat fédéral de la FEETS FO les a analysées et constate que l'orientation et les mesures arrêtées pourraient conduire à aggraver les maux ayant conduit aux difficultés actuelles pour lutter contre la crise sanitaire.

Ainsi, ne pas déterminer et définir qu'elles sont les entreprises des secteurs de production et de services utiles et nécessaires aux besoins essentiels à la population, afin de permettre de limiter les déplacements y afférant, conduit à laisser le champ libre à la seule poursuite du profit pour le seul bénéfice des actionnaires.

De même, offrir la possibilité au patronat de voler légalement les droits acquis des travailleurs en matière de congés, de RTT, de Compte Épargne Temps, voire les voler par anticipation, indique clairement quels sont ceux qui vont payer la crise.

Quant à la déréglementation et la possibilité offerte au patronat de dépasser la durée légale du travail, le gouvernement donne satisfaction à une de ses vieilles revendications.

Que ces mesures de régression sociale, qui sont une remise en cause de nos droits conquis, puissent être mises en œuvre au-delà de la durée de la crise sanitaire confirme que ce gouvernement a choisi de faire payer la crise à nous, les travailleurs.

Dans ce contexte et face à la contestation légitime qui va s'engager, il n'y a pas lieu de se lancer dans une opération de « résilience », concept aux contours indéfinis. Ce n'est pas l'heure de l'oubli. On n'efface pas l'histoire pour la réécrire. Les responsabilités devront être assumées.

A ce titre, la FEETS FO assumera toutes ses responsabilités, en toute liberté et toute indépendance, pour la défense des travailleurs en dehors de toute « union sacrée » ou union nationale. Elle apporte et apportera tout son soutien aux travailleurs, ici ou dans le monde, qui luttent pour la défense de leurs intérêts qui se confondent aujourd'hui avec les intérêts vitaux de la population.

Paris, le 26 mars 2020

Pour tout contact : Jean Hédou, tél 06 85 12 74 46